



Avis NUPES- LFI Manche

Contournement Sud-Ouest de Cherbourg-en-Cotentin

La France insoumise de la Manche émet un avis défavorable au projet de construction d'un itinéraire routier de contournement au Sud-Ouest de la ville de Cherbourg-en-Cotentin.

Notre mouvement s'inscrit dans une logique de planification écologique qui consiste à gouverner en fonction des besoins et dans les limites que la Règle Verte nous impose. Cette règle consiste à ne pas prendre plus à la Nature que celle-ci n'est capable de reconstituer. Mais pas n'importe quand ni n'importe comment comme cela s'organise déjà, mais bien dans un temps qui nous convienne. Celui d'une vie humaine. Celle que nous vivons et celle que nous léguons.

Pour respecter les accords de Paris, qui visent à ne pas dépasser le seuil des 2°C de réchauffement global de la planète d'ici 2100, nous ne disposons plus de temps, mais de délais. Une profonde bifurcation de la société est à engager.

Pour rappel, quelque soit les scénarios envisagés par les experts du climat, qu'il s'agisse de NegaWatt, de RTE, de L'ADEME ou l'AIE. Tous, dans les simulations qui leur sont propres, adoptent une stratégie de diminution des émissions de gaz à effet de serre et une augmentation des capacités d'absorption de ces mêmes gaz, afin d'envisager qu'une neutralité carbone de nos activités soit possible, dans un horizon d'urgence climatique absolue.



lfimanche@gmail.com



NUPES - LFI Manche



[nupes_lfi_manche](https://www.instagram.com/nupes_lfi_manche)

La réalisation du contournement s'inscrit dans l'égal opposé de ces deux objectifs. Il propose une artificialisation irréversible de forêts, de terres agricoles et de zones humides, conjointement à une augmentation des émissions de gaz à effet de serre, depuis la construction, jusqu'à son utilisation quotidienne. Jamais le bilan climatique de ces projets n'est réalisé. On parle de réduction ou de limitation d'impact mais jamais aucun bilan n'est réalisé. Les compensations prévues pour la biodiversité impactée, entraînent toujours la perte de la majorité voir de la totalité des espèces touchées.

Le projet du contournement Sud-Ouest de Cherbourg-en-Cotentin s'appuie sur une succession de mensonges ou à défaut, de données erronées.

Depuis que ce projet fut imaginé, en 1990 à l'apogée démographique du département de la Manche, la population n'a cessé de décroître. Les prévisions fournies par le dossier de concertation prévoient une augmentation des habitants dans le Nord Cotentin. Ces prévisions ne correspondent pas à celles faites par l'INSEE qui envisage l'extrême inverse. Et nous pensons que le manque aggravé de main-d'œuvre disponible dans le commerce et l'artisanat local en est la pleine illustration.

Il est toujours question de rendre attractif, de dynamiser et mieux encore : de désenclaver le territoire pour justifier ce type d'infrastructures. De nos jours, plus rien ne peut justifier la construction de nouvelles routes, d'autant plus dans un département comptant parmi l'un des plus importants réseaux routier de France. Il n'est plus possible de considérer l'environnement et notre emprise dessus, comme un dommage collatéral qui serait négligeable. Maintenir ou ajouter de la valeur économique à notre presqu'île ne peut se faire au détriment de sa valeur écologique.

Etre contre ce projet de contournement ne veut pas dire être opposé à l'amélioration et la sécurisation de l'existant. Sauf que dans l'ensemble des choix qui nous sont proposés, il ne s'agit jamais de résoudre les problèmes soulevés, mais simplement de les déplacer. Si l'objectif premier est d'améliorer les conditions de circulation des usagers contraints d'utiliser les départementales, inadaptées à la densité de trafic actuelle, il serait bien moins coûteux, beaucoup plus rapide et moins impactant pour nos paysages encore préservés, d'envisager des aménagements sur les tracés existants, ou encore de mettre massivement l'accent sur les moyens de rendre moins dépendant ces populations à l'usage individuel de la voiture.

Le contournement sud-ouest de Cherbourg fait la part belle à cet usage individuel de la voiture. Il n'ambitionne pas de réduire le trafic routier grâce à une meilleure répartition des usagers, mais bien de créer une offre additionnelle de transport entraînant -in fine- un nombre supplémentaire de voitures et de camions sur les routes. Et par conséquent, une pollution accrue.



D'ailleurs, 41 millions d'euros viennent d'être investis pour limiter l'autosolisme au travers des travaux du BNG, et 12 millions d'euros de plus pour retirer des routes 20 000 camions par an au travers du ferroutage Cherbourg-Bayonne. Nous pensons complètement paradoxal d'en dépenser 50 à 100 millions de plus, pour les favoriser de nouveau.

La logique passéiste du capitalisme économique, dans lequel s'inscrit l'imaginaire de ce projet, est incapable de relever les défis à venir auxquels nous sommes déjà confrontés. Car cette logique est incapable de mettre à jour son paradigme, celui d'une société ego-centré sur l'automobile et sur le transport de marchandises. Gagner du temps de trajet d'aller et retour au travail ne profite jamais à l'individu mais profite toujours à la production.

Cette logique pense répondre à l'ensemble des problématiques locales par le ruissellement magique de l'argent et la venue forcée d'une main-d'œuvre industrielle. Si l'industrie va, tout va. Peu importe ce qu'elle fait et peu importe comment elle le fait, tout doit s'arranger. Il est indiqué que les territoires du SCOT comptent environ 204 000 habitants. Pour une population salariée de 11 000 personnes concernées par le contournement. Cela représente 5,3% des habitants des territoires du SCOT. Mais à côté de cela, nous nous interrogeons pour les 95 autres pourcent, pour qui le bien commun sera détruit sans que cela ne leur profite jamais.

Dans une période de disponibilité restreinte des espaces fonciers libres à la construction neuve, dû au recul du trait de côte d'une part et aux politiques nécessaires à son enrayement d'autre part, la réalisation de projets inutiles et climaticides auxquels nous sommes opposés, organisent la rareté par endroit et l'accumulation à d'autres.

Il est demandé dans le dossier de concertation : "Que se passera-t-il si le contournement ne se fait pas ?" Notre réponse est simple : rien de plus grave que la situation actuelle.

Votre étude se donne comme mot d'ordre : "Éviter, réduire, compenser". Très bien, cela nous paraît être l'analyse la plus juste du projet. Alors commençons. Évitions.

La France insoumise de la Manche



lfimanche@gmail.com



NUPES - LFI Manche



[nupes_lfi_manche](https://www.instagram.com/nupes_lfi_manche)